



Revue de presse



Lundi 4 septembre 2023

Précisions du MDN concernant les trois jet-skis ayant franchi clandestinement les eaux territoriales algériennes

Le ministère de Défense nationale a tenu à apporter des précisions, dimanche, concernant l'affaire des trois jet-skis ayant franchi clandestinement les eaux territoriales algériennes dans la soirée du mardi 29 août 2023, indique un communiqué du MDN.

"Lors d'une patrouille de sécurisation et de contrôle au niveau de nos eaux territoriales, une unité des Garde-côtes, relevant de la Façade Maritime Ouest/2ème RM, a intercepté, dans la soirée du mardi 29 août 2023 à 19H47, trois (03) jet-skis ayant franchi clandestinement nos eaux territoriales. Après avoir lancé un avertissement sonore et les avoir sommés de s'arrêter à plusieurs reprises, les mis en cause ont refusé d'obtempérer et ont pris la fuite en effectuant des manœuvres dangereuses", note le communiqué.

"Compte tenu que cette région maritime frontalière enregistre une activité accrue des bandes de narcotrafic et du crime organisé, et devant l'obstination des passagers desdits jet-skis, les personnels des Garde-côtes ont procédé à des tirs de sommation. Après plusieurs tentatives, des coups de feu ont été tirés contraignant

un des jet-skis à s'immobiliser, alors que les deux autres ont pris la fuite", ajoute le communiqué.

"Mercredi 30 août 2023 à 17h00, et lors d'une autre patrouille des Garde-côtes, un cadavre de sexe masculin non identifié a été repêché, présentant un impact de balle par arme à feu. Le cadavre a été ensuite transféré vers la morgue de la polyclinique de Marsa Ben M'hidi à Tlemcen", précise la même source.

Dans ce contexte, le ministère de la Défense nationale "appelle les divers médias nationaux, les utilisateurs des réseaux sociaux et les citoyens à ne pas prêter attention aux fausses informations qui circulent visant à nuire à l'image honorable de l'Armée nationale populaire", conclut le communiqué.



Reprise de la 14ème session de la Convention des Nations Unies contre la corruption: Mme Mousserati prend part aux travaux des réunions.

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mousserati, prendra part à la reprise des travaux de la 14ème session de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), prévue du 4 au 8 septembre à Vienne (Autriche), relative au recouvrement d'avoirs et à l'examen d'application des clauses de la Convention, indique, dimanche, l'Autorité dans un communiqué.

Mme Mousserati "prendra part, du 4 au 8 septembre 2023 à Vienne, en compagnie des membres de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, aux travaux de la reprise de la 14ème session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi qu'aux travaux du Groupe de travail intergouvernemental ouvert sur le recouvrement d'avoirs", note la même source.

La responsable participera également "à la réunion intergouvernementale d'experts à composition non limitée pour le renforcement de la coopération internationale au titre de la Convention", lit-on dans le communiqué.

Ces réunions porteront sur "l'examen de l'application de la Convention, de la performance du mécanisme d'examen et du suivi de l'application des résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les questions et les mesures de prévention et de lutte contre la corruption", précise l'Autorité.

"Les efforts déployés par l'Algérie pour le renforcement de la coopération internationale seront également passés en revue, ainsi que son engagement dans l'application de la Convention, notamment à travers le lancement de la première stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption 2023-2027", conclut le communiqué.



Réformes bancaires en cours : meilleur niveau d'investissements étrangers.

Le dossier de l'investissement va «atterrir» de nouveau au Parlement. L'Algérie enregistre, à la faveur de la nouvelle loi, un regain d'intérêt des investisseurs. Le rôle de l'investissement direct étranger (IDE) est devenu de plus en plus important pour la croissance du pays, en ce sens qu'il permet de créer de l'emploi, stimuler le développement économique, favoriser les transferts de connaissances et de technologies.

Pour Mohamed Abdelaziz Benkamla de l'université d'Oran-2, «les autorités publiques ont encore de grands efforts à faire pour mettre à niveau un système bancaire». Le nombre de banques privées «a certes augmenté, mais elles ne représentent que 6 % du marché». En effet, relève l'universitaire, le système bancaire « ne semble pas être en mesure de garantir les opérations financières relatives aux investissements ». Cependant, l'adoption récente de l'ordonnance modifiant la loi sur la monnaie et le crédit par la Banque d'Algérie, « va permettre de renforcer la sécurité financière, et améliorer nettement le système de paiement et la qualité du marché ». Il est à noter que depuis le processus de réforme bancaire de 2000, l'environnement

bancaire et financier s'est certes amélioré du point de vue des investisseurs étrangers. Parmi les réformes les plus importantes : l'ordonnance de 2001 et la création de nouvelles institutions, des étapes décisives dans l'amélioration du cadre de l'investissement et la mise en valeur des potentialités dont dispose le pays.

Par ailleurs, le gouvernement a mis en place en 2001 un programme de soutien à la relance économique (PSRE) d'une enveloppe de 525 milliards de dinars (environ 7 milliards de dollars) sur 4 ans qui a déjà donné des résultats encourageants. Depuis 2020, d'importants engagements ont été entrepris. Des projets d'envergure sont en cours. « La performance du secteur bancaire est solide, affichant une forte croissance avec des excédents budgétaires extérieurs importants », souligne l'universitaire.

Dans le même registre, Benkamla assure que « la stabilité et la solidité du secteur bancaire et financier algérien assurent une garantie de rapatriement de dividendes, et traduit une volonté de respecter ses engagements internationaux ». Aussi, la hausse des cours du pétrole a permis à l'Algérie de renforcer encore plus sa position extérieure.

En chiffres, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a affirmé, en février dernier, que le nombre des projets inscrits au niveau du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers est de 35 projets, parmi lesquels figurent 26 projets d'investissements directs étrangers (IDE), dont 15 en partenariat avec des Algériens.



En provenance de Chine : 500 camions «JAC» débarqués au port de Djendjen

La société d'importation automobile "Emin auto", représentante officielle de la marque chinoise "JAC" a entamé le processus d'importation en Algérie des véhicules de différents modèles, dont un premier lot de 500 camions est arrivé il y a quelques jours, au port de Djendjen (Jijel), en provenance de Chine. Selon notre source, d'autres lots de divers modèles utilitaires et touristiques seront importés les mois prochains même si le concessionnaire ambitionne, en parallèle, de produire en Algérie. La gamme "JAC" s'étend au segment du "Pick-up" en version

4x4 et 4x2, des Fourgons “Sunray”, au Camion “Oman” proposé en trois version (Plateau, Benne et châssis nu). Il y a également le tracteur routier en version 4x2 et 6x4 et enfin un camion se déclinant en Plateau 4x2, malaxeur à béton 6x4 et à Benne 6x4. Pour rappel, lors d'un point de presse, le propriétaire d' “EMIN AUTO”, Sahsuvaroglu Nihat, avait révélé son intention d'importer 20.000 véhicules “JAC” en Algérie au cours de cette année, dont 15.000 véhicules utilitaires et 5 000 voitures de tourisme. Pour ce qui est de la distribution, il avait souligné que 12 agents sont déjà agréés, un nombre qui sera revu à la hausse pour atteindre les 38 distributeurs dans autant de villes. Des distributeurs qui doivent, selon lui, répondre aux normes du cahier des charges en proposant service en trois “S” à savoir un showroom, un atelier de service-après-vente et un magasin de pièces de rechange. Pour ce qui est des modèles, la gamme de produits est large en s’articulant autour de modèles de véhicules particuliers de 5 modèles (J7, JS2, JS3, JS4 et JS8), de deux camionnettes “Bosseur” et 1040 S se déclinant en versions Plateau, Frigo, Conteneur et Benne. Tous les modèles particuliers commercialisés sur le marché algérien seront dotés d’une boîte de transmission automatique. La gamme VP se compose de 5 modèles à savoir J7, JS2, JS3, JS4 et JS8 des modèles qui seront tous à la finition Luxury, soit la plus haute, animée par des motorisations thermiques à essence de 1.5 l et 1.6 l d’une puissance s’étalant de 110 à 180 ch, vu que le cahier des charges interdit d’une façon catégorique aux concessionnaires d’importer des véhicules particuliers à moteurs diesels. Il est bon de rappeler que la marque “JAC” est l'une des trois premières marques ayant obtenu la licence d'importation délivrée par le ministère d'Industrie.



Cours du pétrole brut : Tendance haussière

Les cours du pétrole ont poursuivi leur hausse ces dernières quarante-huit heures sur les marchés internationaux. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, affichait 88,99 dollars, alors que son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour la livraison en octobre aussi, était à 86,05 dollars.

Selon des analystes, ces augmentations successives des cours du pétrole sont toujours poussées par les tensions sur l’offre, sous l’effet des réductions de la

production de l'Opep+ ainsi que de la baisse des exportations de brut, et surtout après la publication des stocks hebdomadaires aux Etats-Unis, en très forte chute. Aussi, la demande en dérivés du pétrole est en forte hausse depuis la reprise des activités économiques post-pandémie, notamment dans le secteur des transports ainsi que dans la production manufacturière, ajouté à cela les bouleversements géopolitiques et les tensions dans certaines régions du monde. A tel point que l'expert pétrolier, Francis Perrin a déclaré à la presse que « le monde va consommer cette année, 2023, plus de pétrole qu'il n'en a jamais consommé dans toute l'histoire. On va battre le record de 2019. Cela a aussi un impact sur les prix du pétrole ».

Cette évolution des marchés internationaux du pétrole brut est toujours suivie avec attention tant les impacts sont essentiels sur le fonctionnement de l'économie mondiale. Les réunions du Comité ministériel conjoint de suivi (JMCC) de l'OPEP+ sont régulièrement suivies, car les décisions prises ont souvent un impact important sur l'évolution des cours. A titre de rappel, la mesure prise par l'OPEP+ en novembre 2022 de réduire globalement l'offre de pétrole brut de 2 millions de barils par jour, reste toujours en vigueur.

Par ailleurs, la dernière décision de certains pays l'OPEP+ de réduire volontairement leurs quotas de production à partir de mai 2023, a suscité l'inquiétude des pays consommateurs, surtout par rapport à la conjoncture économique caractérisée par la persistance de l'inflation. Les dernières fluctuations des prix du pétrole restent cependant tendues tant les paramètres à les faire varier sont nombreux. Aussi, est-il devenu nécessaire de suivre la situation de la production dans chacun des pays de l'OPEP+ afin de constater les écarts par rapport aux quotas de production fixés. Il en sera de même pour les pays grands consommateurs tels que les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne, qui influencent largement la demande mondiale. Tout ceci, dans l'attente de la prochaine réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMCC) de l'OPEP+, prévue pour octobre 2023, pour anticiper d'autres évolutions. Interrogé sur les raisons de cette remontée des cours du pétrole, Idir Saci, expert de la régulation bancaire et financière, a indiqué, à ce propos, que "plusieurs facteurs" expliquent cette hausse qui devra, selon lui, durer au-delà de l'hiver, malgré une inflation mondiale "importante" et des taux directeurs qui ont "plombé" les investissements. "Cependant, ajoute-t-il, il apparaît que la résilience des économies à cette situation se traduit par une demande robuste au niveau mondial, aussi le fait que les taux d'intérêt ont atteint leur sommet, les perspectives

de croissance entament un redressement positif au niveau mondial, notamment aux Etats-Unis, en Europe et en Chine". L'expert a cité d'autres facteurs qui expliquent l'envol des cours du pétrole. "Il y a lieu de prendre en considération, les récentes décisions de l'OPEP avec les réductions volontaires supplémentaires de production de l'OPEP+ annoncées depuis avril par l'Arabie saoudite, le plus grand exportateur mondial de pétrole brut", a-t-il commenté, précisant que l'Arabie saoudite avait annoncé qu'elle prolongerait la réduction de sa production d'un million de barils par jour au moins jusqu'à fin août". Et la coupure était initialement prévue pour durer le mois de juillet, a-t-il observé. Le même pays prolongera également une "réduction de production de 500.000 barils par jour annoncée pour la première fois en avril jusqu'à la fin de l'année prochaine". Enfin, cet analyste considère qu'au-delà des nouvelles données géopolitiques telle la réconciliation entre l'Iran et l'Arabie saoudite, les politiques monétaires restrictives des principales banques centrales, plus particulièrement celles des Etats-Unis, indiqueront la future direction du prix du baril.



Séance inaugurale, aujourd'hui, de la nouvelle session parlementaire

L'agenda qui attend les législateurs

L'avant-projet de loi de finances 2024 sera à l'ordre du jour.

La séance inaugurale de la session parlementaire ordinaire 2023-2024 aura lieu ce matin. D'abord au niveau de l'Assemblée populaire nationale (APN), puis à la chambre haute du Parlement. L'ouverture de la session ordinaire des deux chambres du Parlement interviendra, aujourd'hui, a indiqué hier, un communiqué de l'APN.

L'ouverture de cette session intervient conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique 16-12 modifiée et complétée fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire

nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement», a précisé le communiqué.

La séance d'ouverture «débutera au siège de l'APN à 10h00 sous la présidence de son président, en présence du président du Conseil de la nation et du staff gouvernemental, conduit par le Premier ministre», a ajouté la même source.

Les députés évoquent, d'ores et déjà, un agenda chargé. Plus d'une trentaine de projets de loi seront au rendez-vous de cette session. Il y a ceux qui ont déjà atterri dans le bureau de l'APN, mais qui ne sont pas encore passés en plénière. C'est le cas des textes relatifs à la presse électronique et à la presse écrite, celui consacré à l'audiovisuel, le projet de loi sur les procédures pénales, le Code pénal et le projet de loi portant règlement interne. D'autres projets de loi sont attendus. Et pas des moindres. Il s'agit de ceux relatifs aux partis politiques, aux Codes communal et de wilaya, ainsi que le projet de loi concernant les personnes aux besoins spécifiques. Mais incontestablement, c'est davantage la déclaration de politique générale du gouvernement Benabderrahmane qui est très attendue par les députés. Il y a aussi le projet de loi de finances 2024.

Néanmoins, le grand argentier du pays avait déjà livré l'esprit qui détermine l'élaboration de ce texte. Le ministre des Finances a suggéré une orientation vers plus de rationalité dans les dépenses publiques. Comme il a mis en avant le devoir de rigueur dans le recouvrement de la fiscalité. Sans doute que le texte sera examiné et approuvé lors d'un prochain Conseil des ministres.

Cependant, l'avant-projet de loi de finances 2024 est annonciateur d'une nouvelle orientation en ce qui concerne la politique budgétaire. Celle-ci vise une gestion plus rationnelle des dépenses publiques. C'est du moins ce que suggèrent les directives du ministère des Finances. En effet, une note d'orientation du ministère des Finances aux directions publiques a expliqué l'orientation.

Il est relevé que le niveau global des dépenses budgétaires à prévoir est fixé à titre prévisionnel à 14 953,68 milliards de dinars pour 2024 et à 14 965, 49 milliards de dinars pour 2025. Ce qui est synonyme d'une légère hausse comparativement à ce qui est contenu dans la loi de finances en vigueur. Les dépenses budgétaires. L'ajustement est motivé par les besoins de couvrir les mesures de l'État envers les

fonctionnaires. Ces derniers ont bénéficié de la révision de la grille indiciaire des salaires, de l'allocation chômage et des pensions de retraite.

Pour ce qui est des recettes, le ministère des Finances mise sur l'élargissement de l'assiette fiscale. Il compte aussi sur la mise en place de mesures incitatives pour capter l'argent de l'informel. Comme il mise sur la lutte contre la fraude fiscale et l'amélioration du climat des affaires.

Ce dernier objectif peut s'appuyer, selon le ministère, sur les avantages qu'offre le nouveau Code des investissements. Aussi bien pour les opérateurs nationaux que pour les investisseurs étrangers. À rappeler que le ministère des Finances avait souligné récemment le contexte dans lequel intervient ce projet de loi de finances. Ce texte sera élaboré dans une perspective pluriannuelle (2024-2025-2026), et ce conformément à la nouvelle loi relative aux lois de finances promulguée en 2018.



Nommé, hier, par le président Tebboune

Mohamed Laagab, nouveau ministre de la Communication

Le président Tebboune a nommé, hier, Mohamed Laagab au poste de ministre de la Communication.

Professeur de journalisme à l'université d'Alger pendant de longues années, Laagab a été directeur de la campagne électorale de Tebboune lors de l'élection présidentielle de décembre 2019. Il a été ensuite chargé de mission au niveau de la présidence de la République. Laagab a été nommé, en avril 2002, sénateur au titre du tiers présidentiel au sein du Conseil de la nation. Un poste qu'il occupa jusqu'à cette nomination au poste de ministre de la Communication. Le poste était vacant depuis la fin de mission signifiée à Mohamed Bouslimani au mois de juin 2023. Très connu dans le monde universitaire pour y avoir formé plusieurs générations d'étudiants qui deviendront des journalistes, Laagab a été l'auteur de plusieurs collaborations et réflexions dans la presse arabophone. Parallèlement à ses missions académiques et de recherches universitaires, il a été si proche du monde des médias, notamment ceux d'expression arabophone.

Il intervenait régulièrement sur les colonnes de la presse nationale où il apportait le regard de l'universitaire et du spécialiste des médias. Il ne s'intéressait pas moins, à travers ses écrits, au fonctionnement des institutions de l'État, notamment en ce qui concerne la communication. Connaisseur des enjeux et des attentes du secteur, le désormais ministre de la Communication hérite d'un véritable challenge. Celui de mettre de l'ordre dans un milieu qui se cherche. Et où les imperfections, voire les failles, ne manquent pas. Véritable challenge pas uniquement en oeuvrant à répondre aux innombrables attentes des professionnels du secteur. Mais en travaillant à mettre en oeuvre les orientations du chef de l'État en ce qui concerne le monde de la presse. Le 3 mai dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la liberté de la presse, Tebboune a mis en avant ses engagements antérieurs envers la corporation. Il s'agit, notamment des réformes engagées dans les textes qui encadrent la corporation qui connaît des évolutions certaines avec l'avènement des nouvelles technologies.

Dans ces entrevues avec la presse nationale, Tebboune a considéré que la presse constitue «un puissant outil d'ancrage de la démocratie». Il a régulièrement affirmé que la presse nationale pourrait être «exemplaire et influente» dans la région méditerranéenne, au regard des potentialités et des atouts qu'elle recèle. «Dans un souci de renforcer davantage le rôle pionnier du secteur de l'information et de la communication, nous avons veillé à ce que nos engagements soient concrétisés sur le terrain, à travers la constitutionnalisation de la liberté d'expression et de la presse écrite, audiovisuelle et électronique», avait relevé le chef de l'État. Ce dernier avait également souligné l'élargissement des réseaux des stations de radiodiffusion à travers tout le pays, dans le cadre d'une approche inclusive, visant la promotion des médias et de la presse, par des réformes législatives et réglementaires sous-tendues par la nouvelle loi organique sur l'information, la loi sur l'audiovisuel, ainsi que la loi sur la presse écrite et électronique.

Le dernier en date consiste en la construction en cours de la «cité médiatique», un édifice qui abritera des entreprises de presse en manque de bonnes conditions de travail. C'est dans ce contexte plein de défis et d'attentes que Laagab s'installe ministre de la Communication. Mais aussi dans un contexte de multiplication des zones de crises dans le voisinage immédiat de l'Algérie. Ce qui appelle à un renforcement de la voix et de la politique de l'Algérie à l'échelle régionale et internationale.

Développement local à Béjaïa

Les projets structurants passés au peigne fin

Les autorités de la wilaya scrutent les programmes structurants et évaluent le taux d'avancement.

C'est la rentrée sociale. Le volet du développement local n'est pas en reste. Lui aussi suscite l'intérêt auprès des autorités de la wilaya chargés de les mener à bon port. Quatre projets structurants sont passés au peigne fin à la faveur d'une suite de réunions de coordination au niveau de la wilaya. Cette démarche résolument tournée vers le développement durable et la satisfaction des besoins essentiels de la population, n'a rien laissé au hasard. Tour à tour, la station de dessalement de l'eau de mer, la modernisation des gorges de Kherrata, le dédoublement de la voie ferrée et l'exploitation de la mine de Tala Hamza ont été au coeur des discussions et d'évaluation tenues au courant de cette semaine au siège de la wilaya. Evaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ces projets et les difficultés rencontrées ont été débattus par les responsables concernés de près ou de loin. Lors de ces réunions de coordination, des présentations détaillées sur chaque projet ont été faites par les acteurs impliqués directement. Les participants ont pris connaissance des détails techniques, des défis relevés et des taux de réalisation atteints jusque-là. Lors des discussions, il a été abordé les obstacles rencontrés et les solutions qui ont été mises en oeuvre afin de les surmonter. Aussi le premier projet majeur programme lors de cette série de réunions de coordination, était celui de la construction d'une station de dessalement de l'eau de mer à Tighremt, dans la commune de Toudja. Les autorités de la wilaya font suite, il va de soi, aux directives du président de la République inscrites dans le cadre d'une croissance économique structurée et d'une amélioration significative de l'accès à l'eau potable par les citoyens. Si une avancée considérable a été notée, ce la n'a pas empêché le secrétaire général de la wilaya d'insister sur l'impératif de respecter les délais afin de livrer le projet. Les responsables de l'Agence algérienne de l'énergie (AAE) et les directeurs exécutifs, dont le rôle

prépondérant dans le développement du projet n'est pas à négliger, et les représentants des secteurs de l'énergie, des ressources en eau, des forêts, du Domaine de l'État, de la Sonelgaz et de l'Algérienne des eaux ont été rappelés à l'ordre sur l'autre aspect d'accompagnement, à savoir la mise en place d'un système de distribution d'eau potable produite par la station. C'est à ce titre que l'Algérienne des eaux a exposé l'avancement des travaux, qui sont au stade préparatoire après que les procédures administratives ont été finalisées avec succès.

Dans une deuxième réunion consacrée à l'exploitation de la mine de zinc et de plomb, le même constat de finalisation a été établi sur les procédures administratives. Il reste d'autres préoccupations en phase de règlement, dont la nature n'a pas été dévoilée dans le communiqué de la wilaya. Seraient-ce les oppositions citoyennes nées dans le sillage de la décision d'exploitation de ce projet. Si on considère les multiples rencontres initiées dans ce sens avec les citoyens et les villageois, on peut envisager aisément une sortie de crise dans les prochains jours. Le projet de dédoublement de la voie ferrée Béjaïa-Beni Mansour a fait l'objet d'un autre conclave en présence des représentants de Cosider et de la Grtg, ainsi que celui de l'Agence nationale des études et réalisations des investissements ferroviaires (l'Anesrif). Le directeur des transports a présenté l'état des lieux concernant l'avancement des travaux et le processus d'indemnisations des citoyens touchés par le tracé du projet. Des instructions ont été données pour la levée des obstacles et l'accélération de procédures administratives. Même topo concernant la modernisation des gorges de Kherrata qui, lui aussi, a fait l'objet d'une réunion de coordination regroupant tous les acteurs impliqués. Une situation dont le contenu n'a pas été dévoilé, a été établi. La multiplication de ces réunions de coordination n'a de valeur que celle de booster un tant soit peu l'avancement dans la concrétisation de ces projets structurants, qui entraînent des retards importants. Les autorités locales en savent quelque chose, d'où cette pression qui ne dit

pas son nom, sur notamment les responsables administratifs et les entreprises réalisatrices.

Vente en duty Free : Une délégation américaine prospecte le marché algérien

Une délégation d'une importante entreprise américaine, spécialisée dans la vente des produits détaxés dans les aéroports et à bord des appareils des compagnies aériennes et maritimes, sera en Algérie, au cours de ce mois de septembre, pour prospecter le marché national.

« Les américains sont intéressés par le potentiel de l'Algérie », nous confirme un représentant de la firme.

Notre interlocuteur explique que l'investisseur assurera le financement de l'opération de bout en bout : achat de produits de haute gamme, transport, stockage et gestion des espaces de vente.

« Pour les aéroports et les compagnies aériennes et maritimes, c'est une source de revenu, en devises, sans aucune charge financière » nous assure-t-on.

Une approche est déjà amorcée pour présenter, aux interfaces algériennes (Air Algérie, Tassili Airlines, l'EGSA et Algérie Ferries), le concept, en attendant des rencontres BtoB et éventuellement des négociations sur les clauses d'accords bilatéraux.

Ce service n'existe certes plus dans les aéroports du pays depuis plusieurs années, alors qu'il est fortement apprécié des voyageurs, qui passent souvent plusieurs heures dans la zone internationale, lors des escales. Ils ont la latitude d'acheter des parfums, des cosmétiques, des bijoux, des vêtements, des jouets, des articles de voyage, du tabac... de 10 à 20% moins chers (selon le taux de la TVA appliquée par pays).

Ces espaces sont, en réalité, davantage rentables pour les infrastructures aéroportuaires et portuaires. Des sites spécialisés, donnent des indications édifiantes. « L'aéroport de Dubaï génère plus de 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires chaque année et, dans les aéroports parisiens d'Orly et de Roissy-Charles de Gaulle, les dépenses en boutique duty free atteignent une moyenne de 34 € par client ».

Des produits algériens de grande qualité pourraient également être proposés à la vente dans les free-shops. Une opportunité pour promouvoir l'artisanat et le savoir-faire local.

Ce segment d'activité (duty free) est aussi stratégique pour les marques de luxe, qui capte une clientèle plus large dans aéroports et les gares maritimes.

Les plus hautes autorités nationales œuvrent à conférer à l'aéroport international Houari Boumediene l'envergure d'un hub, avec en perspective plus de 20 millions de passagers par an.

La passerelle, reliant le terminal ouest au terminal 1 a été, d'ailleurs, inaugurée au mois de juillet dernier. Ce qui permet à cette infrastructure de devenir une zone de connectivité entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie.

Notons que ce service est également valable dans les gares maritimes et à bords des car-ferries de la compagnie nationale d'Algérie Ferries. Le potentiel est très important et peu s'étendre, dans une seconde phase, aux postes frontaliers terrestres.



ENIE : Production de 48 000 tablettes pour les établissements scolaires

L'Entreprise nationale des Industries Électroniques (ENIE) de Sidi Bel Abbès a produit 48.000 tablettes destinées aux établissements d'enseignement en prévision de la prochaine rentrée scolaire, dans le cadre de la convention conclue avec le secteur de l'Education Nationale, a déclaré la PDG de l'entreprise Baya Kendil, selon l'agence officielle.

Elle a expliqué que le ministère de l'Éducation nationale a conclu un accord avec la Société nationale des industries électroniques et la Société publique Alphanon pour la production de 72 000 tablettes pour la prochaine saison académique. Dans ce cadre, 48 000 unités ont été produites.

Les efforts ont été récemment redoublés pour produire cette part des tablettes pour les élèves du primaire, puisque des équipes techniques spécialisées ont été

recrutées et ont pu produire environ 3.000 tablettes par jour à travers trois lignes de production, a ajouté lamême responsable.

Elle a indiqué que 1.418 chargeurs des tablettes ont également été produits, chaque appareil permettant de charger 36 tablettes, précisant que ces appareils seront répartis entre les différents établissements d'enseignement ayant bénéficié de l'opération.



Un rapprochement américain face à un éloignement des BRICS

Alger, Washington, crise au Niger et lutte antiterroriste en Afrique

Depuis que le bloc de l'Est du monde, voire les pays membres des BRICS ont refusé la candidature de l'Algérie pour devenir un membre à part entière au sein de cette future force multipolaire, le bloc de l'Ouest du monde, voire l'Occident et plus précisément, les États-Unis, est en train de tenter un rapprochement géostratégique avec Alger. Plusieurs indices

Désagréable comme événement, le 24 août dernier, les cinq pays membres des BRICS, qui sont respectivement le Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, avaient dressé les noms des six pays nouveaux membres du Groupe multipolaire, et bizarrement et à la grande surprise des observateurs et spécialistes des questions géopolitiques et également des macroéconomies, le nom de l'Algérie ne figurait pas à la liste, pourtant, il s'agit d'un futur géant africain et toutes les perspectives l'indiquent avec force et dans la logique. Ce revers pour Alger et aussi un revers plus cuisant pour le BRICS et les dirigeants des pays puissants, principalement la Chine et la Russie, en savent beaucoup, mais lorsqu'il s'agit d'utiliser et de recourir au veto par un des membres du même Groupe, les plus forts deviennent les plus faibles et ne peuvent agir positivement. Il semble que des influences géopolitiques ont soufflé

sur la candidature d'Alger. Peut-on faire confiance à un futur Groupe multipolaire qui se présente comme une alternative juste et justiciable face à l'autre bloc ? L'avenir nous le montrera sûrement. Cette frustration ressentie par Alger, voire comme une sorte de trahison surtout, que l'Algérie avait démontré, auparavant et à travers de multiples occasions et événements internationaux, sa puissance géopolitique et géostratégique, sans parler de sa position géographique indomptable sur le plan géoéconomique, a été profondément étudiée par les architectes aguerris de la politique extérieure de l'Algérie. La réaction algérienne

après ce refus des BRICS, a été à la hauteur. Les déclarations, il y'a quelques jours seulement, faites par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, vont droit au but et indiquent la poursuite des efforts d'Alger pour sa grande marche vers la modernisation, mais prend acte, aussi et en revanche, de ceux qui ont tourné leurs dos au moment de vérité. L'Algérie, cette future géante africaine, possède d'autres alternatives et d'autres choix que l'adhésion aux BRICS. Sur ce plan, il est intéressant de parler sur ce rapprochement, qui se fait en douceur et pas vraiment discret, entre Alger et Washington. D'ailleurs, les deux pays vont organiser un sommet sur le terrorisme en Afrique, un événement inédit dans le Continent noir et à l'échelle planétaire. Cette information a été rapportée par le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, lors d'un communiqué officiel destiné pour les autorités suisses en raison des accusations totalement mensongères portées par un tribunal suisse contre l'ex-général de l'Armée nationale populaire, Khaled Nezzar, l'accusant de génocides et de crime de guerre. Une autre propagande et un autre complot européen flagrant, qui nous rappelle les années de la décennie noire, où les tribunaux suisses et français avaient terriblement surchargés les généraux de l'ANP de toutes sortes d'accusations, le but était, à cette époque, de déstabiliser l'Algérie sur le plan géopolitique et permettre une vie ajoutée au terrorisme pour qu'il arrive à détruire toute une économie algérienne. C'est à travers toutes ces expériences que, l'Algérie d'aujourd'hui, voire l'Algérie nouvelle, ne peut tomber, à nouveau, dans le piège des fausses accusations et fausses informations. Après cette nouvelle pièce théâtrale et épisode infinie, devenant même ridicule et flagrante, de la justice suisse, la réplique d'Alger était forte, audace et à la hauteur d'un pays souverain, puissant, démocratique, libre avec ses institutions constitutionnelles. Alger est allée, cette fois-ci et pour la dernière fois, il semble ça, droit au but, allant jusqu'à même soulever l'avenir des relations entre l'Algérie et la Suisse, une mise en garde juste et amplement logique. Officiellement, les autorités suisses disent qu'elles ne peuvent rien faire puisque la Justice, dans leur pays, jouit d'une indépendance juridique et loin de subir des pressions des pouvoirs politiques, mais en réalité et bien au contraire, la Justice dans certains pays européens et c'est le cas de la Suisse, obéissent à des agendas purement géopolitiques et géostratégiques. Derrière la belle vitrine se dissimule des intentions inavouables. L'objectif recherché est de ne jamais laisser tranquille le développement de Algérie, ni permettre à l'État algérien ni à son armée de forger une puissance économique et militaire algérienne, et c'est par des accusations mensongères et totalement montées de toutes pièces visant son armée et ses politiciens que l'image de l'Algérie va se ternir, croient ces demeurés de Suisses et de Français.

La Chine dévoile un plan visant à stabiliser la croissance de l'industrie des machines

Les autorités industrielles chinoises ont dévoilé samedi un plan visant à maintenir la croissance régulière de l'industrie des machines du pays en 2023 et 2024.

La Chine s'attend à ce que les revenus d'exploitation de l'industrie atteignent 8.100 milliards de yuans (environ 1.130 milliards de dollars) d'ici 2024, selon le plan publié conjointement par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information et six autres départements gouvernementaux.

L'objectif de croissance se traduira par une augmentation annuelle moyenne de plus de 3% des revenus d'exploitation.

Le plan se concentre principalement sur 11 secteurs, dont les machines-outils, les machines agricoles et les machines de construction.

Des efforts seront déployés pour accroître la demande, promouvoir la transformation intelligente de la fabrication, améliorer la qualité de l'offre et rendre la mise en œuvre des politiques plus ciblée.

Ouverture Lundi de la session ordinaire du Parlement: Un agenda chargé attend les élus



La session ordinaire parlementaire s'ouvre lundi avec en perspective un canevas consistant en termes de projets de loi, qui attendent d'être examinés et adoptés. Aussi, tant d'autres activités devraient meubler la feuille de route des deux chambres du Parlement, qui entamera la 3^e année de la 9^e législature dans un contexte socioéconomique et politique un peu particulier.

En effet, cette reprise intervient conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution, ainsi que l'article 5 de la loi organique n°16-12, modifiée et complétée, fixant l'organisation des deux chambres du Parlement et leur relation fonctionnelle avec le gouvernement.

Le coup d'envoi sera donné à l'Assemblée populaire nationale (APN), puis au Conseil de la nation, en présence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et l'ensemble des membres du gouvernement, indique-t-on dans un communiqué émis hier par l'APN.

A ce propos, les parlementaires affirment que cette session sera très chargée et se veut même une suite du canevas dense qu'a connu la précédente session. L'on prévoit donc la finalisation des procédures d'adoption d'une série des projets de loi. A leur tête figurent les textes de loi régissant le paysage médiatique national dans ses trois secteurs, à savoir l'audiovisuel, la presse écrite et la presse électronique, dont la loi mère vient d'être publiée dans le Journal officiel.

Aussi, le projet de loi sur l'octroi du foncier économique, un des textes de loi les plus importants de la réforme économique entreprise par le gouvernement, sera relancé au niveau du Conseil de la nation, après son adoption à l'APN.

L'on s'attend également à la relance de la réforme juridique devant toucher plusieurs secteurs, à l'image de la justice, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Selon les assertions des parlementaires, de nouveaux projets de loi et des amendements des textes réglementaires existants seront proposés dans ce sillage. Et ce dans le souci, souligne-t-on, de les mettre en adéquation avec les dispositions de la Constitution de 2020.

L'autre projet de loi censé être présenté prochainement au Parlement est celui relatif à la loi de finances 2024. Pour les élus, il revêt une importance considérable au vu de ses dispositions touchant de très près le quotidien du citoyen et son pouvoir d'achat érodé par une hausse incessante des prix des divers produits alimentaires. Il faut dire aussi que ce texte de loi renfermera également les engagements de l'Etat visant à consolider davantage des secteurs névralgiques en ressources humaines. Toujours dans le cadre du canevas de cette session, les députés s'apprêtent à un dense débat autour du règlement intérieur de l'APN, dont

la révision, de leur avis, est plus qu'une priorité à même de l'adapter à la Constitution en vigueur.

Les codes de la commune et de la wilaya seront certainement programmés lors de cette session, dont la révision a été soulignée à maintes fois par les hautes autorités du pays. Car il y va de l'efficacité de la gestion des collectivités locales censées être la locomotive du développement économique.

L'on verra éventuellement la refonte de la loi relative aux partis politiques. Celle-ci est devenue une nécessité pas seulement aux yeux des formations politiques, mais aussi pour le président de la République qui entend remettre de l'ordre dans le paysage politique national.

Par ailleurs, les groupes parlementaires envisagent de multiplier des espaces de débat en organisant des séminaires thématiques devant traiter de l'actualité socioéconomique et politique avec la participation des spécialistes. En tout cas, la mission des élus devrait transcender l'enceinte de l'édifice de Zighoud-Youcef pour être à l'écoute du citoyen.



Pétrole: le Brent frôle les 88 dollars et se rapproche de son plus haut niveau de l'année.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait vendredi 1,34% à 87,99 dollars, proche de son plus haut niveau de prix de l'année.

Les cours du pétrole accéléraient leur hausse vendredi, profitant de la détente du billet vert après des chiffres mensuels sur l'emploi américain qui laissent présager une pause dans les hausses des taux de la Fed.

Vers 13H50 GMT (14H50 à Alger), le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait pour sa part 1,66% à 85,02 dollars, peu après avoir touché 85,19 dollars, son plus haut prix depuis novembre.

Le dollar a également fléchi après la publication de ces données, pâtissant de l'augmentation des attentes d'une pause dans les hausses des taux de la Fed.

Or, la dépréciation du billet vert profite aux investisseurs utilisant des devises étrangères en augmentant leur pouvoir d'achat, le pétrole s'échangeant en dollars.

Les deux références mondiales du pétrole sont en passe de réaliser un fort gain hebdomadaire.



Le bilan des victimes emportées par les eaux pluviales à Tlemcen et à El Bayadh s'élève à huit morts

Le bilan des victimes emportées par les eaux pluviales dans les wilayas à Tlemcen et El Bayadh s'est élevé à huit morts, après que le corps d'une femme disparue à El Bayadh ait été repêché, a-t-on appris dimanche auprès des services de la Protection civile.

Une vaste opération de recherche lancée par les services de la Protection civile dans la wilaya d'El Bayadh, a été couronnée de succès. Le corps de la quatrième victime a été découvert près du Oued El Mouahidine dans la commune de Rogassa, à 25 km de la ville d'El Bayadh, a-t-on précisé de même source.

Pour rappel, les services de la Protection civile ont repêché trois corps emportés dans leur véhicule par les crues de Oued Chadli, situé entre El Bayadh et le village « El Haoudh » samedi en fin de journée.

Les trois victimes ont été retrouvées mortes après une vaste opération de recherche lancée par la Protection civile dans la région. Les corps de deux femmes ont été retrouvés à Oued Defla qui traverse la ville d'El Bayadh, alors que le corps de la troisième victime (un homme) a été retrouvé dans l'oued limitrophe du village Bendjerad, à 12 km de la ville d'El Bayadh, selon la même source.

Les intempéries avait aussi engendré la mort de quatre personnes à Tlemcen (deux hommes et deux femmes, âgés entre 22 et 73 ans), qui étaient à bord d'un véhicule emporté par les crues de oued Ed-Dali dans la commune de Bab El-Assa.

جاء تسببها في قطع العلاقات التجارية مع الجزائر

شركات إسبانية تطالب الحكومة بتعويضات تصل 1.7 مليار يورو

طالبت شركات إسبانية، كانت لها علاقات تجارية بالجزائر، حكومة بلادها تعويضها عن خسائر تقدر بأكثر من 1.7 مليار يورو، جاء تسببها في توقف شبه تام لصادراتها، عقب انقلاب موقف رئيسها بيدرو سانثيز فيما يتعلق بقضية الصحراء الغربية وانحيازه للطرح المخزني.

وتشير بيانات جديدة نشرتها وزارة الصناعة الإسبانية، اطلعت عليها "الشروق"، إلى أنه في الفترة بين شهري جوان 2022 وجوان 2023، أي بعد 13 شهرا من القطيعة الاقتصادية بين الجزائر وإسبانيا على خلفية انقلاب موقف رئيس الحكومة لصالح الطرح المخزني في قضية الصحراء الغربية، لم تصدر شركات البلد الأوروبي إلى الجزائر سوى 271.3 مليون يورو، مقابل 1.748 مليار يورو خلال الفترة ذاتها من العام الذي قبله، ما يمثل تراجعاً بـ87 بالمائة.

وأفاد الموقع الاقتصادي المتخصص "دي أوبجاكتيف"، أن الشركات الإسبانية المتضررة من القطيعة التجارية مع الجزائر تطالب الحكومة بتعويضات تصل إلى 1.748 مليون يورو، واصفاً وضع المؤسسات التي توقفت عن التصدير نحو الجزائر بأنه "ميؤوس منها" بعد 13 شهرا من بداية الأزمة، خصوصا بعد تصريحات وزير الشؤون الخارجية، أحمد عطايف قبل أيام، والتي استبعدت من خلالها حدوث أي تغيير قريب في العلاقات مع إسبانيا على المستوى السياسي والدبلوماسي والاقتصادي.

ووفق الموقع ذاته، فقد أجرى مكتب الاستشارات Intermodal Forwarding دراسة في شهر مارس الماضي، أظهرت أن أكثر من 600 شركة إسبانية قد تضررت بصفة مباشرة من الأزمة الاقتصادية مع الجزائر، بعد الانقلاب المفاجئ في موقف رئيس حكومة مدريد بشأن النزاع في الصحراء الغربية، مشيراً إلى أن المساعدات التي وعدت بها حكومة مدريد تصل ببطء ما يدفع بالعديد منها نحو طريق الإفلاس مباشرة.

ومقابل ذلك، استمرت الصادرات الجزائرية بالتدفق نحو إسبانيا وفي مجملها غاز وبنفط ومشتقات بترولية، الضرورية لدوران عجلة الاقتصاد في هذا البلد الأوروبي.

وتشير بيانات هيئة تسيير ومراقبة مخزونات الطاقة الإسبانية "كوريس" إلى أن "سوناطراك" ما زالت بين أوائل موردي الغاز إلى إسبانيا (طبيعي وغاز مسال)، فضلا عن كميات أخرى من النفط الخام.

ويضاف إلى ذلك الأرباح التي جنتها "سوناطراك" من منشأة نقل الغاز "ميدغاز" والتي حققت أرباحا وصفت بـ"القياسية" عام 2022، وبلغت 135.9 مليون يورو، منها نحو 70 مليون يورو تعود للشركة الوطنية للمحروقات، و66 لشركة "ناتيرجي" الإسبانية وشريكها صندوق الاستثمار الأسترالي "بلاك روك".

للإشارة، فإن أرباح الشركة الوطنية من عمليات توزيع الغاز في السوق الداخلية الإسبانية بلغت، في 2021، نحو 50 مليون يورو، بالنظر لكونها تحوز على أسهم تقدر بـ4.4 بالمائة من شركة "ناتورجي" (غاز ناتورال فينوسا سابقا).



مؤسسات صغيرة ومتوسطة لتكريس التنمية المستدامة

ينظر إليها باهتمام كبير، كونها تعتبر من الحلول الناجعة القادرة على إرساء التنوع الاقتصادي وتزويد السوق المحلية بكثير من المواد التي تحتاجها الصناعات المختلفة، إلى جانب مزايا وقف استيرادها بالعملة الصعبة.

بما أن الجزائر من أكبر البلدان المنتجة للغاز والنفط، فإنها تتوفر على المادة الأولية لإقامة قاعدة صناعية كبيرة للمواد البتروكيماوية، وفعلا، سطرت برنامجا ضخما وانطلقت في تجسيده مع شركاء أجنب يمتعون بالخبرة ويتحكمون في التكنولوجيا، ومن خلال استثمارات من المقرر أن تدخل حيز السريان في القريب العاجل، ستقفز بالجزائر إلى مصاف الدول الرائدة في إنتاج المواد البتروكيماوية، على خلفية رصد ما لا يقل عن 11 مليار دولار خلال البرنامج الخماسي الممتد من 2022 إلى غاية 2026. ولا يخفى أن التطلع القائم يكمن في بناء نسيج بتروكيماوي جزائري قوي ومنافس.

إن بداية التحدي ستكون من دون شك من بوابة كبح الواردات وتوفير طلب السوق المحلية، لأن عملية تطوير المواد البتروكيماوية سيدعم الأسواق الخارجية نظرا للقيمة الكبيرة لهذا النوع من الصناعات عبر الأسواق العالمية، بالنظر إلى حاجة عديد المصنعين لها مثل الصناعة الميكانيكية والصيدلانية والصيد البحري والفلاحة والبلاستيك والمطاط، كما أن التعويل القائم على تطوير هذه الصناعة من أجل أن يلبي احتياجات الصناعات النهائية على غرار التعبئة والتغليف والبناء وكذا السيارات والإلكترونيات والمنسوجات، لهذا، فإن التركيز على بناء صناعة بتروكيماوية من شأنه أن يؤثر إيجابا على قطاعات مختلفة، كون توفيرها في الجزائر من شأنه أن يساهم في التقليل من كلفتها، لأن المستوردة ستسوق بأسعار أعلى. علما أن الجزائر تعمل جاهدة على تطوير هذا النوع من الصناعة، من أجل الدفع بعجلة التصدير وهذا سيفضي - من دون شك - إلى تحقيق التنوع الاقتصادي.

تعزيز الابتكار وتطوير المهارات

وينظر لهذه الصناعة باهتمام كبير بالنظر إلى تمتّع شركات إنتاجها بسقف عالٍ من المرونة، ومن الطبيعي أن تعكف العديد من الدول وعلى رأسها أمريكا على ضخّ كثير من رؤوس الأموال لتأسيس البنية التحتية وتعزيز الابتكار وتطوير المهارات البشرية، وفي الوقت الحالي، تراهن الجزائر على تطوير هذا النوع من الصناعات، في ظل توفر المادة الخام ومن أجل تعزيز المحروقات، وفي إطار خطة السير نحو تلبية الطلب الوطني وفتح مناصب شغل مباشرة وغير مباشرة، مع تشجيع إنشاء مؤسسات صغيرة ومتوسطة في عدة نشاطات تستعمل المواد البتروكيمياوية.

ومن بين سلسلة المشاريع التي يعكف على التحضير لإطلاقها وستعزز دور الجزائر المقبل في سوق هذه المادة، نذكر المشروع في إنجاز مجمع إنتاج ميثيل ثالثي بوتيل الاثير المستعمل كمادة مضافة لتصنيع البنزين الخالي من الرصاص، ويجري ذلك في مصافي مجمع سونطراك، علماً أن الطاقة الإنتاجية تقدر بنحو 200 ألف طن سنوياً، وبالتالي التوقف عن استيرادها بشكل نهائي.

وبالإضافة إلى كل ذلك، ينبغي تسليط الضوء على الانتهاء من الدراسات الهندسية لمشروع مهم يتمثل في فصل الهيدروجين من البروتان وإنتاج البوليبروبيلين بأرزيو بطاقة إنتاجية تناهز 550 ألف طن سنوياً، وجدير بالإشارة، أن المشروع في إنجازه انطلق في النصف الأول من عام 2023، كما انتهت الدراسات الهندسية وانطلق في عملية اختيار الشركة المنجزة من طرف مجمع سونطراك، من أجل إنشاء مركب إنتاج ألكيل بنزين الخطي، المستخدمة في صناعة مواد التنظيف بقدرة إنتاجية تصل إلى 100 ألف طن سنوياً. علماً أنه تمّ الحصول على شهادة الاعتماد ومطابقة المعايير الدولية للكفاءة والجودة بالنسبة لأنشطة مركب CPTz المتعلقة بالاختبارات والتحليلات الفيزيائية والكيميائية الصادرة عن الهيئة الجزائرية للاعتماد، وكان مجمع سونطراك منذ عدة أسابيع قد كشف الانتهاء من الدراسات الهندسية بالنسبة لمشروع نزع الهيدروجين من البروبان والبوليبروبيلين بتركية بقدرة إنتاجية تصل إلى 450 ألف طن سنوياً.

نسيج بتروكيمياوي جزائري قوي ومنافس

ومما لا شكّ فيه أن هذه المشاريع المنتجة للثروة ستستقطب المورد البشري وتجذب - في الوقت نفسه - الشركاء الأجانب المزودين بالخبرة التقنية ولديهم خبرة طويلة في اقتحام الأسواق العالمية البتروكيمياوية ويعرفون جيداً الزبائن الكبار من أجل ذلك يوجد تفاؤل كبير بمستقبل هذه الصناعة في الجزائر، على غرار إنتاج عدة مواد استراتيجية مثل البولي إيثيلين والبولي بروبيلين والميثانول، علماً أنه في الوقت الراهن يسجل استغلال في العالم نحو 70 بالمائة من النفط وقوداً في المواصلات و28 بالمائة في قطاع الصناعة البتروكيمياوية.

ونجحت الجزائر من خلال مجمع سونطراك في تجسيد مشاريع مهمة ويمكن وصفها بالمغرية للشركاء والمستثمرين ووصل عددها إلى 6 مشاريع تهدف من خلالها إلى تطوير قطاع البتروكيمياويات وذلك من خلال تجسيد مشاريع تهمين المحروقات المسطرة من طرف الحكومة وكل ذلك يصب في إطار بناء

نسيج صناعي بتروكيماوي جزائر قوي ومتين وفوق ذلك، منتج يعزز مكانة الجزائر في الأسواق الخارجية وبالتالي استقطاب كثير من الزبائن، علما أن 3 مشاريع من المقرر أن ينجزها مجمع سوناطراك وفي حين 3 مشاريع أخرى سترى النور في إطار الشراكة مع الأجانب، ما يعني أن سوناطراك حرصت على التنوع من أجل تكوين المورد البشري والانفتاح على خبرات جديدة.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger